

La proposition de l'ULB contre la fusion UCL/St-Louis

C'est un pavé dans la mare que lance celui qui deviendra dans quelques jours le nouveau recteur de l'ULB. Yvon Englert est opposé au projet de fusion entre l'UCL et Saint-Louis : « Ça nous pose un vrai problème, ça va à l'encontre de l'histoire ! Nous l'analysons comme une décision centrée sur les bons vieux piliers. » Englert explique que son projet est « de développer une dynamique bruxelloise en partenariat avec la VUB bien sûr mais aussi avec Saint-Louis. » Il annonce d'ailleurs avoir fait une contre-offre à Saint-Louis, et conclut : « C'est à eux de décider de leur avenir. J'ai fait un message et la porte est ouverte. » ■

Fusion UCL/Saint-Louis :

- La fusion UCL/Saint-Louis est annoncée pour septembre 2017.
- Mais l'ULB n'a pas dit son dernier mot.
- Elle lance une contre-proposition.

ENTRETIEN

Plus que onze fois dormir et l'ULB aura un nouveau recteur. Le 16 septembre, Didier Viviers cédera les rênes de l'institution bruxelloise à Yvon Englert mais deux dossiers

« surprise » hantent déjà les journées du successeur : une nouvelle dramatisation de la saga des numéros Inami des étudiants en médecine et le projet de fusion de l'UCL avec Saint-Louis. Si le nouveau recteur a peu de prise sur le premier, pour le second par contre, l'ULB - meurtrie - n'a pas dit son dernier mot. Yvon Englert l'a confié au *Soir*, il contre-attaque.

Ces velléités de fusion, est-ce un vrai problème ? Est-ce le loup dans la bergerie ? Soyons clairs, ça nous pose un vrai

problème, ça va à l'encontre de l'histoire ! Nous l'analysons comme une décision centrée sur les bons vieux piliers alors que notre attention se porte autour des préoccupations locales (une université en lien avec la ville et son rôle social) et globales (ouverte sur le monde et l'international). Mon projet de nouveau recteur était très clairement de développer une dynamique bruxelloise en partenariat avec la VUB bien sûr (lire ci-dessous) mais aussi avec Saint-Louis. D'ailleurs, Saint-Louis est un partenaire du BSI (NDLR : le Brussels Stu-

Caroline Pauwels

Diplômée en sciences de la communication, Caroline Pauwels complète sa formation d'un doctorat et devient ensuite assistante. Elle effectue alors un stage à la Commission européenne avant de revenir au sein de la VUB, en tant que chercheuse, cette fois. Elle deviendra alors professeur et directrice du département des sciences de la communication. Pour ensuite prendre la tête de la VUB et ce, depuis la fin avril.

Yvon Englert

Médecin diplômé de l'ULB, Yvon Englert est spécialiste en gynécologie-obstétrique, détenteur d'un doctorat de l'ULB et d'un MBA en « Executive Health » de l'École des Hautes Etudes en Santé publique de Rennes. Il a été doyen de la faculté de médecine de l'ULB avant de se faire élire, mi-mai, au poste de recteur de son université. Fonction qu'il assumera pleinement à partir de ce 16 septembre.

ULB/VUB « Créer une cité universitaire avec un dynamisme propre »

Caroline Pauwels et Yvon Englert ont deux choses en commun. Ils seront l'un et l'autre, dans quelques jours, le nouveau recteur de leur université. Et ils ont fait campagne sur un renforcement des liens entre leur institution et la ville-capitale qui les héberge.

Vous avez tous les deux affiché votre volonté d'ouvrir un peu plus vos universités sur la ville. Les destinées de l'ULB et de la VUB sont-elles plus que jamais liées ?

Caroline Pauwels L'idée de se rapprocher de la ville s'inscrit dans la continuité des projets entamés par les recteurs précédents. On continue donc tout en concrétisant davantage, notamment en ce qui concerne le futur réaménagement des casernes (lire infra). Mais nous faisons déjà beaucoup de choses ensemble sur Bruxelles, comme au niveau de la recherche, par exemple. Depuis 2011, nous avons également des projets de masters communs comme en ce qui concerne les ingénieurs via le programme *Bruface* (des ingénieurs co-diplômés par les deux universitaires). Nous allons aussi lancer un master commun en urbanisme. Il y a encore beaucoup de potentiel notamment en ce qui concerne le multilinguisme sachant que l'on parle 104 langues à Bruxelles, ce qui fait de la Région un énorme laboratoire pédagogique et de recherche pour les deux universités.

Yvon Englert Un des programmes phares en termes de collaboration, c'est le *Brussels studies institute* (BSI) au sein duquel les trois universités bruxelloises travaillent ensemble : l'ULB, la VUB mais aussi Saint-Louis. Cette structure a aujourd'hui cinq ans et a produit énormément de documents de réflexion sur toute une série de dimensions de la ville grâce à nos experts dans différents domaines : économie, géographie, mobilité. Le BSI a aussi produit beaucoup sur une question centrale pour nous : le fait que Bruxelles soit la plus grande ville étudiante de Belgique avec plus de 90.000 étudiants, qu'ils soient néerlandophones ou francophones, inscrits dans les universités ou les hautes écoles.

On dit souvent que Bruxelles est une ville étudiante sans pour autant être perçue comme telle. Qu'en pensez-vous ?

Y.E. C'est vrai. Et ce n'est pas surprenant car c'est une grande ville qui a d'autres atouts. Si vous résidez dans une petite ville avec 90.000 étudiants, c'est l'identité de la cité. Bruxelles n'est pas seulement une ville étudiante, c'est une capitale, belge et européenne, un grand pôle de culture...

C.P. Et c'est un atout. A Louven, une personne sur deux et demie est un étudiant. A Bruxelles, c'est une sur vingt-quatre. Soit 24 possibilités de rencontrer quelqu'un d'intéressant qui n'est pas étudiant, qu'il travaille à Molenbeek ou dans une institution internationale. A Louven, vous avez une chance sur deux et demie de tomber sur un étudiant. C'est super mais c'est aussi assez restreint. Il faut rendre cette dimension plus visible à Bruxelles qui est un pôle d'attraction urbain de par sa mixité. Et si on réussit à Bruxelles, on pourra le réussir ailleurs dans le monde.

Au rayon brique, votre souhait commun est de voir fleurir une cité universitaire sur le site des casernes qui fait face au campus de la Plaine. Êtes-vous d'accord sur les grandes lignes de ce projet ?

Y.E. Nous sommes tout à fait d'accord, c'est un projet ULB-VUB qui est maintenant reconnu comme tel par les autorités bruxelloises. Il a une ambition qui n'est pas seulement de développer du logement dans des bâtiments désaffectés mais de créer une cité universitaire avec un dynamisme et une originalité urbanistique propres.

Vos deux prédécesseurs ont toutefois émis des inquiétudes quant au fait d'être considérés comme de réels partenaires par les autorités publiques dans ce dossier. La donne a-t-elle changé ?

C.P. Les deux recteurs ont en tout cas toujours dialogué et ont la même vision. Ce projet est très complexe pour ce soit en termes institutionnels ou de développement urbanistique. Pour nous il s'agit de travailler ensemble pour faire grandir ce premier campus universitaire à visées internationales.

Y.E. L'essentiel du site doit être

libéré dans la première moitié 2017, cela nous permettra d'entrer dans le concret. Nous avons rencontré le ministre-président de la Région (NDLR : Rudi Verwoort, PS) et il est vrai qu'il a eu quelques frottements à la fin du printemps. Je pense que c'est normal, c'est un projet très grand, très ambitieux et les partenaires doivent trouver leur place. Il est très clair que tout le monde veut réussir ce projet et tout le monde s'accorde pour dire qu'il s'agit d'un projet au cœur duquel les universités doivent occuper une place centrale, en fin de compte, ce seront elles les utilisatrices. Et je pense qu'il n'y a pas de discordance, Rudi Verwoort nous a clairement rassurés sur ce point : nous sommes des partenaires à part entière.

Quelles sont vos attentes en termes d'aménagement ?

Y.E. Nous avons là un grand espace où nous allons pouvoir partir de zéro. Il s'agit aussi, comme Caroline l'a dit, de porter un projet à visées internationales avec un ancrage de nos universités et de la ville vers le monde. Ce sont deux dimensions qui nous font sentir qu'on a là, une opportunité d'avoir une ambition autre que de simplement bâtir des dortoirs.

L'occasion de poser un geste architectural ?

Y.E. Oui et je dirais même un geste d'art contemporain avec l'idée d'une vision artistique de l'espace extérieur. Dans quelques jours, nous allons visiter le site pour nous en imprégner. Les grandes lignes de ce qui va se faire font l'objet d'un consensus avec la Région. Les experts qu'elle a nommés pour ce dossier sont d'ailleurs des professeurs de nos universités. On a une grande couronne périphérique avec un espace central qui compte huit bâtiments et un manège couvert. La périphérie serait en partie affectée au logement avec en front du boulevard, une maison internationale. Les huit bâtiments seraient utilisés à la fois pour du logement, un incubateur et un centre de recherches avancées : une structure accueillant des chercheurs internationaux sur un projet à court terme en collaboration avec des équipes belges. Ce ne sera pas une zone d'enseignement mais une zone de vie et de recherches tournées vers l'innovation.

Le logement, uniquement des kots ?

C.P. Non, il y a aura un mélange comprenant à la fois des kots mais aussi du logement pour les Bruxellois. Le site ne doit pas se développer comme un ghetto mais dans un esprit d'ouverture, d'innovation et de cohabitation. On pourrait également intégrer des écoles primaires, sachant que les besoins sont importants en la matière.

Brassage aussi pour les franco-phones et les néerlandophones ?

Y.E. C'est très clair. Ce sont les deux universités qui vont gérer le site ensemble. On ne va pas commencer à tracer des lignes à la craie sur le sol.

C.P. Bruxelles est une ville tellement internationale qu'il est impératif de créer des ponts plutôt que des barrières. Ce qui est important, c'est que nos deux universités veulent se tourner vers l'international, cela fait partie des attentes de nos étudiants qui ne sont plus confinés à un espace qu'il soit linguistique ou disciplinaire. La société de demain passe par l'interdisciplinarité et le multilinguisme. Une personne sur quatre à Bruxelles vit dans une famille où l'on parle plus d'une langue. C'est une opportunité.

On répare les blessures du passé ?

Y.E. Le rapprochement et la volonté de travailler ensemble ne sont ni un retour vers le passé, une espèce de rêve de reconstruire une ULB-VUB unique, ni une volonté de réparation. Si l'enseignement qui est un facteur important d'identité culturelle a eu à une époque un besoin de se rapprocher de sa communauté, il n'y a toutefois pas eu de rupture entre l'ULB et la VUB comme on a pu en connaître à la KUL. Cela a été un développement continu avec des relations qui n'ont jamais été rompues. Il n'y a pas d'histoire conflictuelle mais une histoire propre, chacun se développant. Aujourd'hui, les besoins évoluent différemment. Le fait d'être deux universités de langues différentes est un atout parce que le multilinguisme est un atout, ce n'était probablement pas le cas il y a dix ou quinze ans. ■

Propos recueillis par
E.B. et P.Le.

L'ULB contre-attaque

dies Institute (BSI) est une structure permanente, émanant d'une convention de collaboration entre les trois universités bruxelloises : l'ULB, la VUB et l'Université Saint-Louis. Le BSI agit comme plateforme de contact et de coordination des recherches universitaires sur Bruxelles, avec un accent particulier sur les sciences humaines), preuve qu'il existe une identité bruxelloise de ces trois institutions avec une communauté d'intérêts. Une chose est sûre, en cas de fusion que beaucoup qualifient d'absorption, Saint-Louis disparaîtrait. Ce n'est pas une bonne idée.

Pourriez-vous intégrer l'UCL dans le BSI ?

Entendons-nous bien : BSI a des partenariats avec l'UCL, mais BSI est une structure d'universités bruxelloises. Si Saint-Louis disparaît du paysage, elle disparaîtra de la structure de BSI. Ce sera la même chose à l'Ares (NDLR : la structure qui chapeaute l'enseignement supérieur francophone) : il y aura une université de moins. Ce qui me peine dans ce projet c'est que je pense que l'avenir passe par une dynamique bruxelloise des universités du pôle bruxellois et que, dans mon projet, Saint-Louis était un partenaire.

L'UCL ne pourrait pas l'être ?

Non ! Le fait que l'UCL ait des lieux d'enseignement sur Bruxelles n'en fait pas une université bruxelloise. Elle est dans le pôle du Brabant et son siège social est à Louvain-la-Neuve. La fusion avec Saint-Louis ne va pas changer sa dynamique. Je n'ai pas de problème à collaborer avec l'UCL mais, clairement, ce n'est pas

un partenaire bruxellois.

Ça vous empêche de dormir ?

Pas du tout ! Nous avons un projet très ambitieux sur Bruxelles, s'il se fait sans Saint-Louis ça ne nous empêchera pas de dormir. Les principaux perdants seront les gens de Saint-Louis. Je suis persuadé que ce n'est pas le meilleur choix. Je comprends qu'ils aient des difficultés, qu'il faut les résoudre. Mais il y a d'autres façons de les résoudre que de se faire absorber par l'UCL. Raison pour laquelle j'ai fait une contre-offre à Saint-Louis. Et je pense qu'elle mériterait d'être explorée...

... et expliquée ?

L'idée c'est d'entrer dans un partenariat bruxellois et de les aider à résoudre leurs problèmes sans qu'ils ne disparaissent.

Vous proposez une aide financière ?

Non, plutôt des coopérations. Saint-Louis n'a d'ailleurs pas de problème financier, c'est une université très saine, en plus très bien financée dans le cadre du nouveau plan Marcourt. Ses difficultés sont liées à sa taille : elle est trop petite pour continuer seule et pour que ses équipes de recherche bénéficient d'une visibilité internationale. Elle cherche un partenaire ? Nous pourrions être un excellent partenaire dans un contexte où les trois universités bruxelloises ont leurs raisons d'être.

Donc la messe n'est pas dite ?

C'est aux gens de Saint-Louis de décider de leur avenir. J'ai fait un message et la porte est ouverte. Je ne viens pas avec un paquet ficelé. Si on

fait quelque chose ensemble, on le construira ensemble. Ma philosophie : Saint-Louis doit subsister mais doit évoluer à l'intérieur du pôle bruxellois pour résoudre les problèmes auxquels elle est confrontée. C'est le sens du décret paysage qui organise les collaborations sur base des pôles géographiques. La logique c'est de travailler ensemble pour sortir par le haut des difficultés rencontrées par Saint-Louis.

Et ça mord ?

Je sais qu'il y a des discussions en interne. J'ai reçu une proposition de rencontre du recteur de Saint-Louis. Mais je ne pense pas que les choses vont se résoudre comme ça en quelques semaines. Ce sont des décisions complexes. C'est important de bien réfléchir, d'évaluer le message que j'ai envoyé : il y a d'autres pistes que l'UCL, nous sommes ouverts car nous pensons que la communauté d'intérêt, la proximité géographique et le sens des décrets dans lequel s'inscrit l'enseignement supérieur, devraient nous amener à approfondir les collaborations. Et amener Saint-Louis à ne pas disparaître. ■

**Propos recueillis par
ERIC BURGRAFF
et PATRICE LEPRINCE**

COMMENTAIRE

ERIC BURGRAFF

**L'UCL
À BRUXELLES,
UNE STRATÉGIE
ÉLABORÉE**

Si le rapprochement des deux universités n'a guère surpris les observateurs du secteur, elle a tout de même semé le trouble parmi les pairs des recteurs Blondel (UCL) et Jadoul (Saint-Louis). A Namur et à Mons, Yves Poulet et Calogero Conti se sont publiquement interrogés sur le sort que l'on réservera désormais aux universités moyennes. A l'ULB par contre, les recteurs Viviers (sur le départ) et Englert (dans les starting-blocks) sont étonnamment restés fort discrets.

Une certitude, après la sortie de ce dernier doublée d'une contre-proposition (lire ci-contre), l'Université libre de Bruxelles est profondément meurtrie de voir sa consœur louvaniste mener une incursion sur ses terres. Pas de guerre ouverte, pas de bataille rangée, dans ces milieux policés.

En fait, l'annonce de la fusion est tout sauf une surprise. En 2010, ce sont quatre universités catholiques qui avaient publié leurs bans sans toute-

fois pouvoir conclure en raison d'un refus de Namur. Depuis, alors que les Fucam (Mons) sont déjà passées sous flambeau louvaniste, l'UCL n'a jamais vraiment abandonné son grand projet. « C'est juste une logique de réseau », reprochait en juillet le recteur Conti (Mons). C'est une décision « centrée sur les bons vieux piliers », dénonce aujourd'hui Yvon Englert.

Vraiment ? S'agissant de l'UCL à Bruxelles, la stratégie est vraisemblablement plus élaborée. À l'exception des sciences médicales à Woluwe et d'un mini-site sur Saint-Gilles (architecture), la première université francophone s'est développée aux portes de la capitale sans jamais être vraiment de la capitale. En fusionnant avec Saint-Louis, elle pourra mettre le sceau « UCL Bruxelles » sur des matières qui figurent déjà dans son catalogue d'expertise brabançon : la philo, les sciences humaines, le droit, l'économie, les langues, les études européennes... Et un sceau « UCL Bruxelles » revient à étendre sa magistrature d'influence, à acquérir une légitimité supplémentaire pour se mettre au service d'une capitale régionale, fédérale et européenne. Exactement ce que font aujourd'hui l'ULB, la VUB et Saint-Louis.